



Dépêche No. 585 | 29 décembre 2022

## Les Gabonais approuvent la promotion des droits des femmes mais demandent encore plus

Dépêche d'Afrobarometer No. 585 | Judicaël Etsila et Alexandria Polle Mabiata

### Résumé

Pour le Gabon, 2021 a été une année charnière dans la protection juridique des femmes. Outre une nouvelle législation contre la violence sexiste et domestique, une refonte complète du code civil a donné aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes d'être chef de famille, d'obtenir un emploi sans l'autorisation de leur conjoint, de choisir où elles veulent vivre, d'ouvrir un compte bancaire et de contrôler et d'hériter les actifs, entre autres. Ensemble, en seulement un an, ces efforts ont fait passer le score du Gabon de 57,5 à 82,5 (sur 100) à l'Indice les Femmes, l'Entreprise et le Droit (Banque Mondiale, 2022 ; Ntoutoume, 2022 ; Obiang Nze, 2022).

Les mesures législatives reflètent un effort pour surmonter les vestiges de l'ancien code civil qui concédait le contrôle des femmes aux hommes. Le droit civil avait érigé les hommes en chefs de famille, régissant la vie familiale et l'existence de la femme, notamment son accès à l'emploi, l'obtention de documents et l'ouverture de compte bancaire (Le Monde, 2013).

Des défis subsistent bien sûr, notamment la vulgarisation et l'application des nouvelles lois face aux stéréotypes sociaux et aux préjugés de sexe qui demeurent prégnants dans la société gabonaise. Les femmes ne détiennent que 15% des sièges parlementaires (Inter-Parliamentary Union, 2022). La grossesse précoce, qui contraint plus de la moitié des élèves-mères à abandonner leur scolarité, restreint le niveau d'instruction et le statut socio-économique des femmes (UNICEF, 2017). Ce péril se lit également à l'aune des avortements clandestins, qui constituent l'une des causes les plus importantes des décès maternels dans le pays (New Humanitarian, 2015).

La présente dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire du Round 9 d'Afrobarometer pour explorer les expériences et les perceptions des Africains relativement aux droits des femmes et l'égalité des sexes, au contrôle des actifs, à l'embauche, à la propriété foncière et au leadership politique. (Pour les résultats sur la violence sexiste, veuillez voir Etsila & Mabiata, 2022).

D'après les résultats de l'enquête, les Gabonais adhèrent aux principes d'égalité tels que l'accès égal à l'emploi et la possession ou l'héritage du foncier, ainsi que le leadership politique. Les femmes ont presque la même autonomie dans la gestion des revenus de leur ménage que les hommes, mais bénéficient moins de l'éducation. Les Gabonais approuvent la performance de leur gouvernement dans ses efforts pour garantir l'égalité entre les genres mais estiment que ce dernier doit encore faire davantage.

### L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2022) sont en

cours. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Gabon, dirigée par le Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politiques et Prospective (CERGE), a interviewé 1.200 adultes gabonais en novembre et décembre 2021. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Trois enquêtes précédentes ont été menées au Gabon en 2015, 2017 et 2020.

## Résultats clés

- Les hommes sont un peu plus nombreux que les femmes à profiter de l'éducation secondaire (48% vs. 44%) et post-secondaire (43% vs. 39%) au Gabon, tandis qu'il y a plus de femmes que d'hommes qui sont moins instruits (17% vs. 9%).
- Plus d'hommes que de femmes possèdent des actifs comme un compte bancaire (53% vs. 43%), un ordinateur (44% vs. 37%) et une voiture (24% vs. 15%).
- Les femmes ont à peu près la même autonomie dans la gestion des revenus de leur ménage que les hommes.
- La majorité des Gabonais disent que les femmes devraient avoir les mêmes droits que les hommes pour obtenir des emplois rémunérés (56%) et pour posséder et hériter des terres (82%).
  - Huit Gabonais sur 10 affirment que les femmes jouissent effectivement de l'égalité des droits d'accès à l'emploi (80%) et au foncier (84%).
- Plus de huit citoyens gabonais sur 10 (84%) disent que les femmes devraient être éligibles à des postes politiques au même titre que les hommes.
  - Si la très large majorité (90%) des citoyens pensent qu'une femme qui se présente aux élections gagnerait en réputation, six répondants sur 10 (60%) pensent qu'il est probable qu'elle soit critiquée ou harcelée par d'autres membres de la communauté et qu'elle ait des problèmes avec sa famille.
- Près de six Gabonais sur 10 (56%) approuvent les efforts du gouvernement dans la promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes, mais trois quarts (75%) estiment que ce dernier doit encore faire plus en la matière.
- L'inégalité dans le milieu professionnel et le faible nombre de femmes qui occupent des postes d'influence dans le gouvernement sont les questions prioritaires à traiter selon les citoyens.

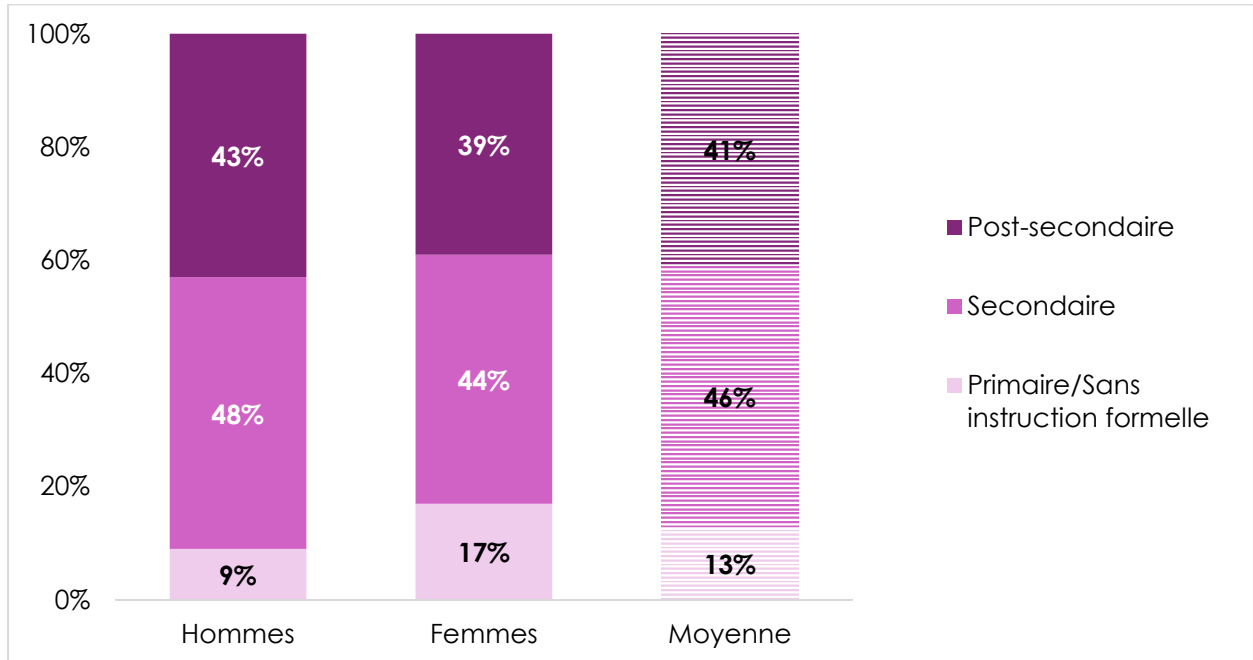
## Education et contrôle des actifs

En termes d'éducation, les hommes ont bénéficié un peu plus que les femmes d'un accès aux niveaux secondaire (48% contre 44%) et post-secondaire (43% contre 39%), tandis que les proportions de personnes n'ayant pas suivi d'enseignement formel ou n'ayant qu'un niveau primaire sont plus importantes chez les femmes (17%) que chez les hommes (9%) (Figure 1).

En ce qui concerne le contrôle des actifs, les hommes sont plus nombreux que les femmes à posséder une télévision (83% contre 79%), une radio (58% contre 47%), un compte bancaire (53% contre 43%), un ordinateur (44% contre 37%) et une voiture (24% contre 15%). Par

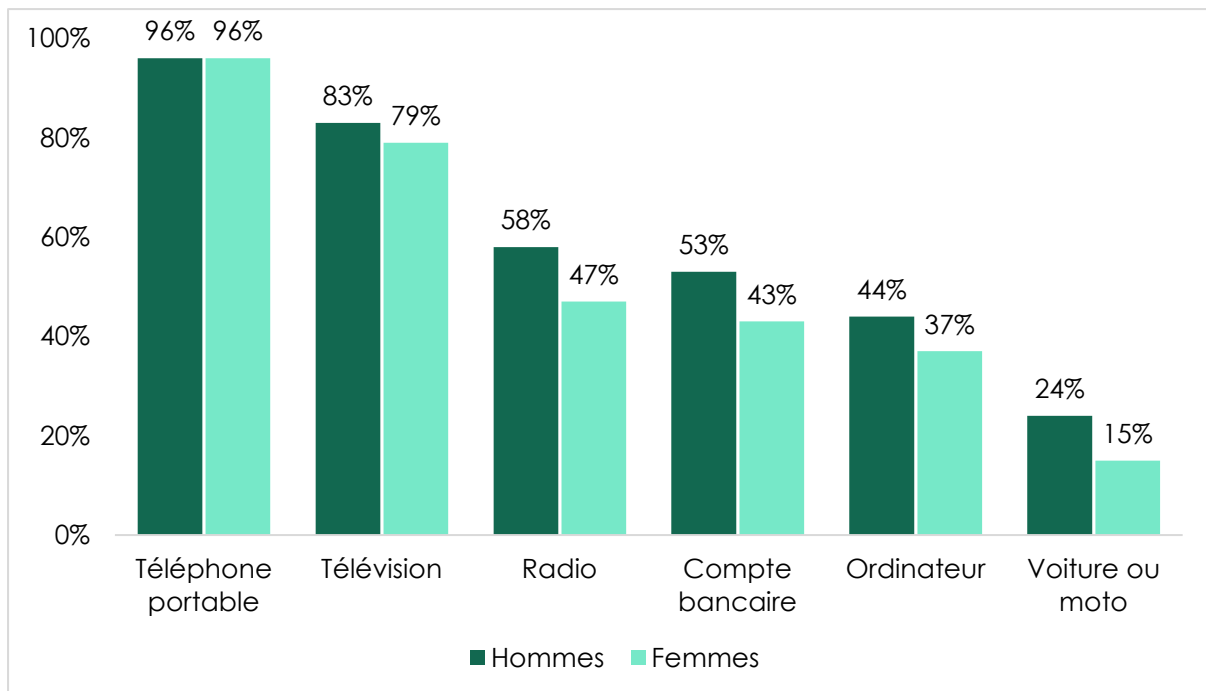
contre, l'accès au téléphone portable est de 96% pour les hommes comme pour les femmes (Figure 2).

**Figure 1 : Niveau d'instruction | par sexe | Gabon | 2021**



**Question posée aux répondants :** Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

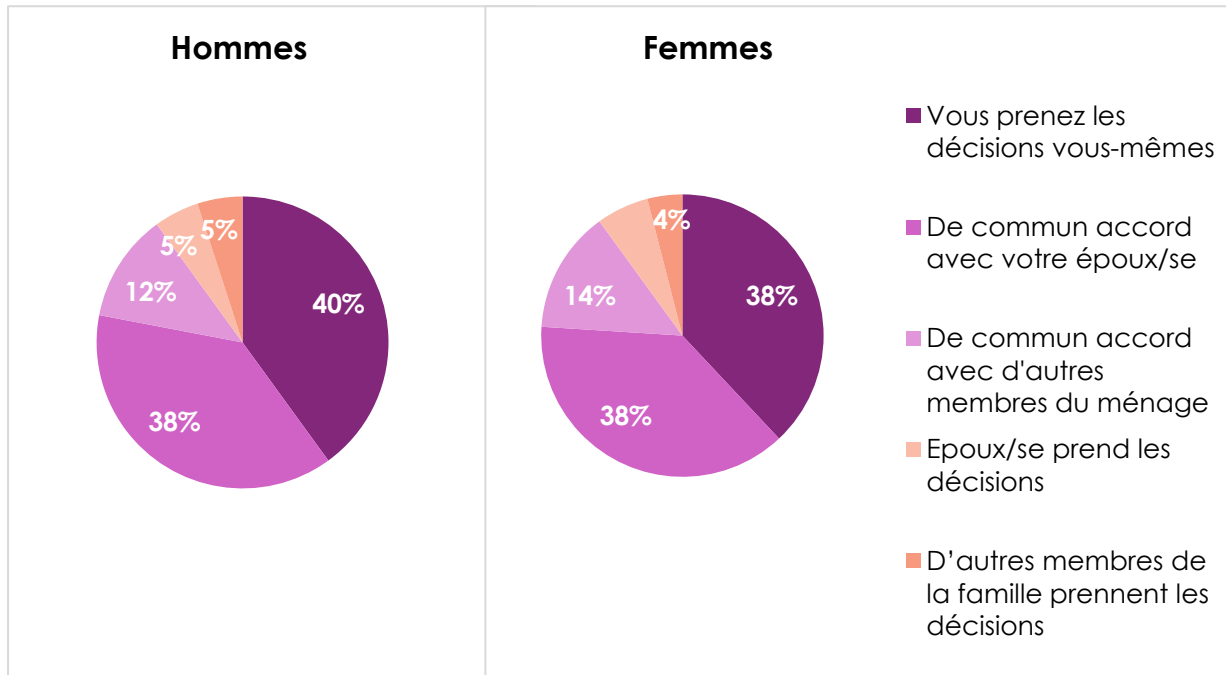
**Figure 2 : Possession d'actifs | par sexe | Gabon | 2021**



**Question posée aux répondants :** Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement ? (% qui disent « oui »)

En ce qui concerne les décisions sur la façon dont l'argent du ménage est dépensé, les femmes ont à peu près la même autonomie que les hommes (Figure 3). La plupart des femmes disent qu'elles prennent les décisions elles-mêmes (38%, contre 40% des hommes) ou conjointement avec leur époux (38% pour les femmes comme pour les hommes).

**Figure 3 : Qui décide de l'utilisation de l'argent ? | par sexe | Gabon | 2021**



**Question posée aux répondants :** De quelles façons les décisions sont-elles prises, quant à la gestion des revenus que vous gagnez en travaillant, en faisant des affaires, en faisant du commerce, ou en vous livrant à d'autres activités ?

### Droits à un emploi et à la terre

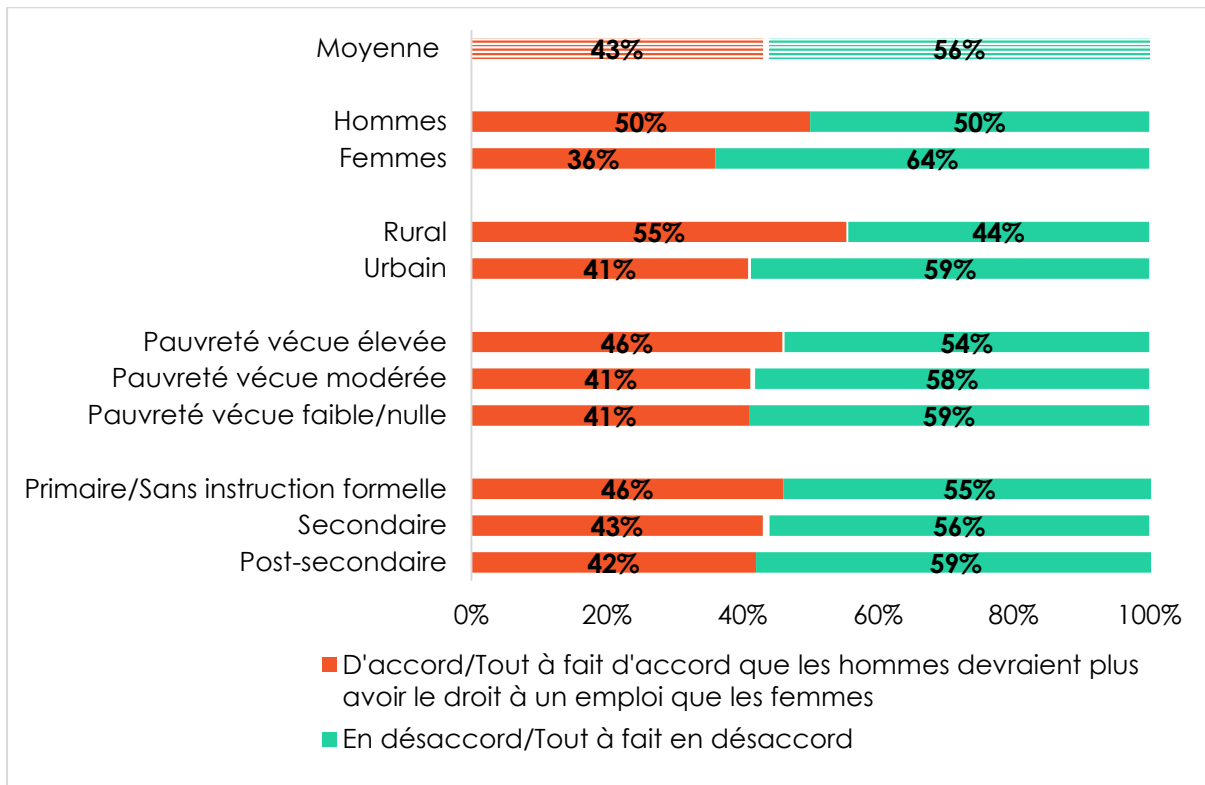
La possibilité de revendiquer certains droits peut être un outil pour promouvoir l'égalité des sexes. Les Gabonais souhaitent-ils l'égalité des sexes en matière d'emploi et de terres ? Si oui, dans quelle mesure sont-ils proches de cette égalité ?

Plus de la moitié (56%) des Gabonais rejettent l'idée que les hommes devraient être prioritaires par rapport aux femmes lors de l'embauche lorsque les emplois sont rares, tandis que 43% des répondants approuvent cette forme de discrimination à l'égard des femmes (Figure 4).

Les femmes (64%) et les citadins (59%) soutiennent plus l'égalité d'accès à un emploi salarié que les hommes (50%) et les ruraux (44%).

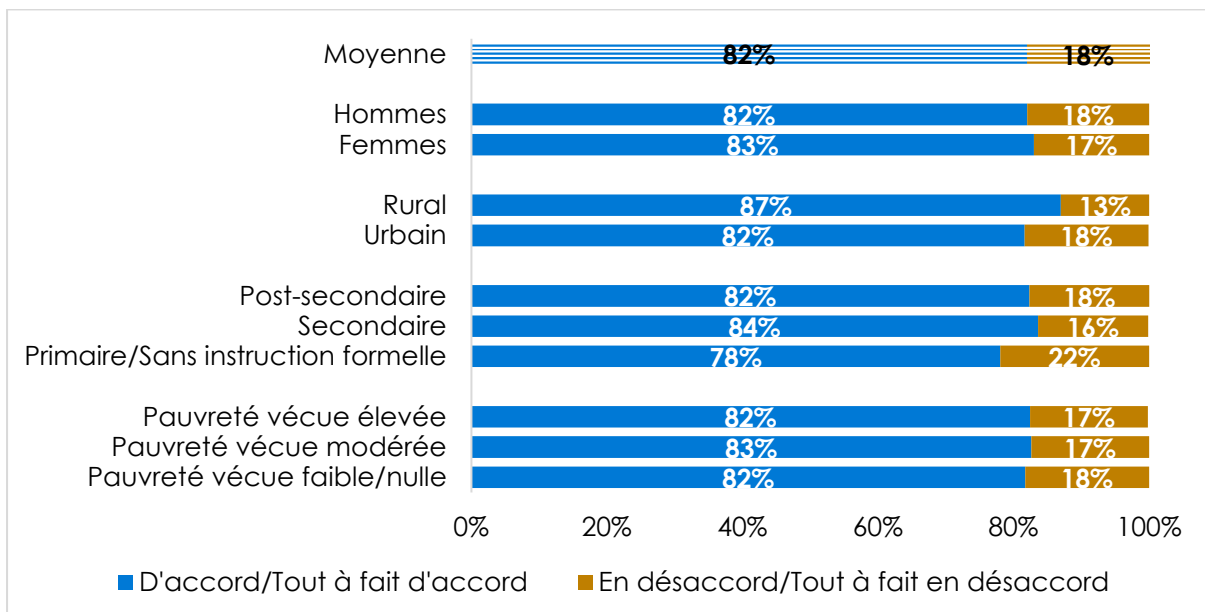
Une majorité encore plus grande (82%) des répondants approuvent l'égalité des droits à la propriété et à l'héritage des terres. Les opinions ne diffèrent pas de manière significative entre les femmes (83%) et les hommes (82%) en ce qui concerne le soutien à cette égalité, mais les ruraux la soutiennent un peu plus fortement que les citadins (87% contre 82%) (Figure 5).

**Figure 4 : Les hommes doivent-ils avoir la priorité pour les emplois rares ?** | par groupe démographique | Gabon | 2021



**Question posée aux répondants :** Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes.

**Figure 5 : Les femmes doivent-elles avoir les mêmes droits à la terre que les hommes ?** | par groupe démographique | Gabon | 2021

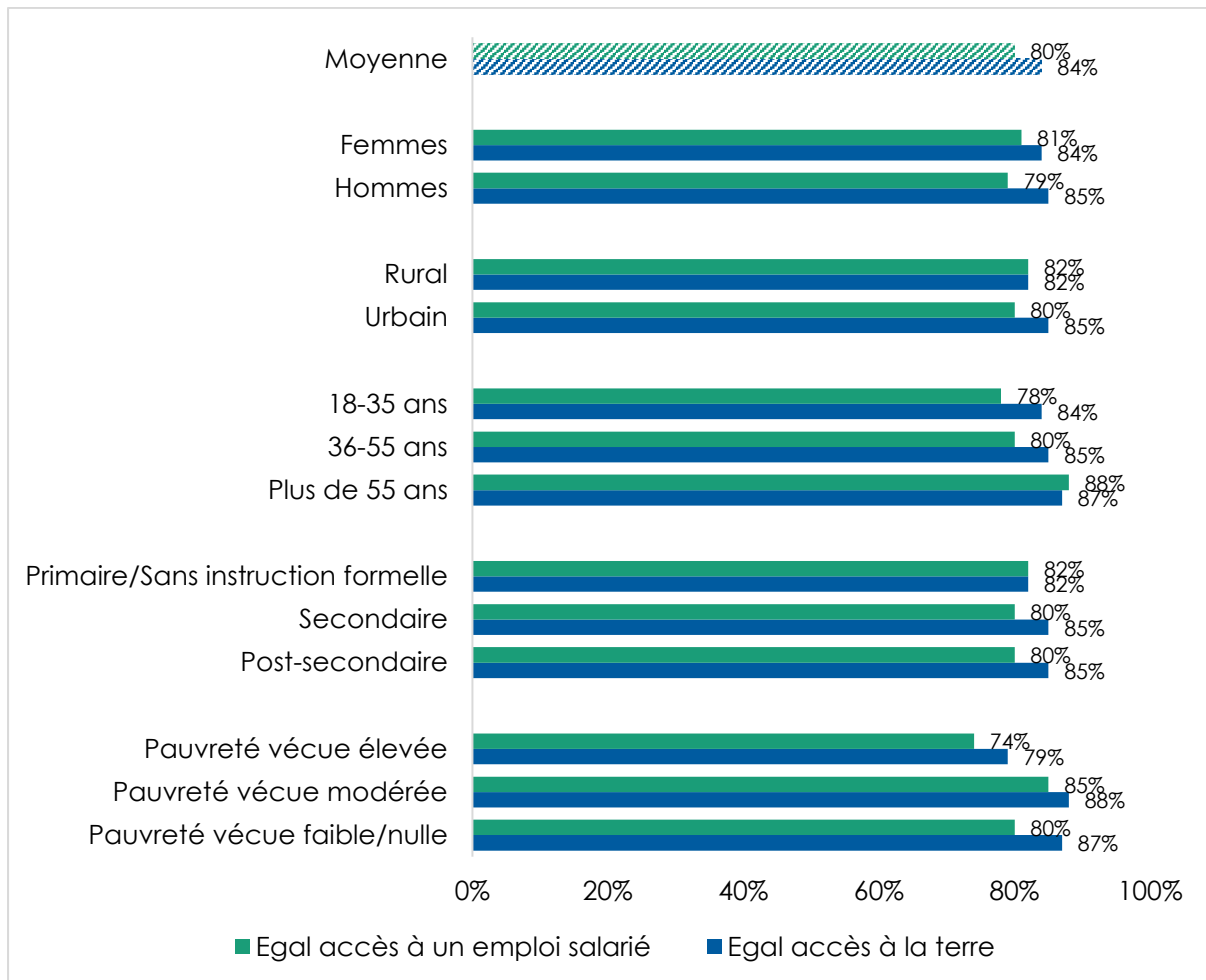


**Question posée aux répondants :** Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Les femmes devraient avoir les mêmes droits de possession ou de succession que les hommes, en ce qui concerne le foncier.

Alors que de larges majorités soutiennent que les femmes devraient avoir les mêmes droits à l'emploi et à la terre, bénéficient-elles déjà de l'égalité dans ces domaines ? La très large majorité des répondants affirment que les femmes ont les mêmes chances que les hommes d'obtenir un emploi rémunéré (80%) et de posséder et d'hériter de terres (84%) au Gabon (Figure 6).

Cette perception est fortement répandue à travers les groupes démographiques clés même si elle l'est moins chez les moins nantis.<sup>1</sup>

**Figure 6 : Equitable accès à l'emploi et à la terre | par groupe démographique**  
 | Gabon | 2021



**Questions posées aux répondants :** Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou d'accord, ou n'en avez-vous pas entendu pour vous exprimer :

*Dans notre pays aujourd'hui, les femmes et les hommes ont les mêmes chances d'avoir un emploi qui rapporte un revenu.*

*Dans notre pays aujourd'hui, les femmes et les hommes ont les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter.*

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

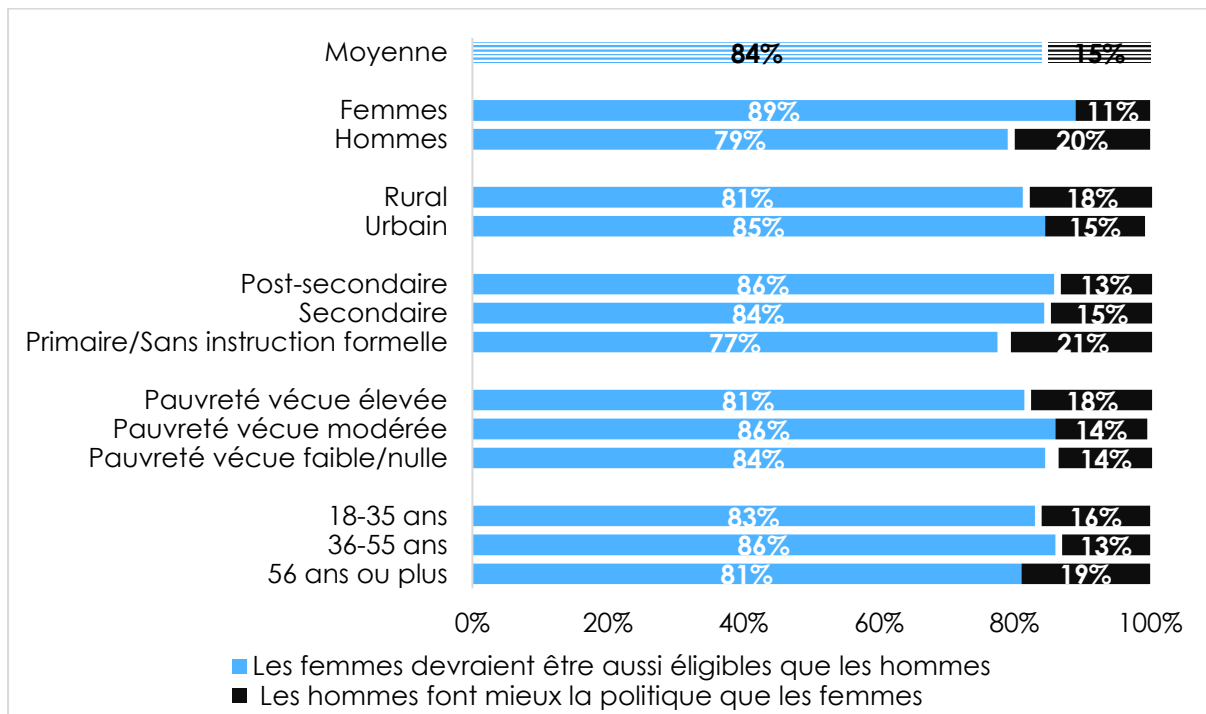
<sup>1</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

## L'égalité des sexes dans la participation politique

Un aspect essentiel de l'égalité des sexes est la participation des femmes au leadership politique, qui permet de s'assurer que les voix des femmes comptent dans l'élaboration des politiques.

Au Gabon, plus de huit citoyens sur 10 (84%) affirment que les femmes devraient avoir les mêmes chances que les hommes de briguer un poste politique, rejetant l'idée que les hommes font de meilleurs dirigeants politiques et devraient donc être prioritaires en tant que candidats (Figure 7). Les femmes (89%) et les citoyens les plus instruits (86%) sont plus nombreux que les hommes (79%) et les citoyens moins instruits (77%) à approuver l'égalité en politique.

**Figure 7 : Les femmes devraient-elles être aussi éligibles à des postes politiques ?**  
 | par groupe démographique | Gabon | 2021



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

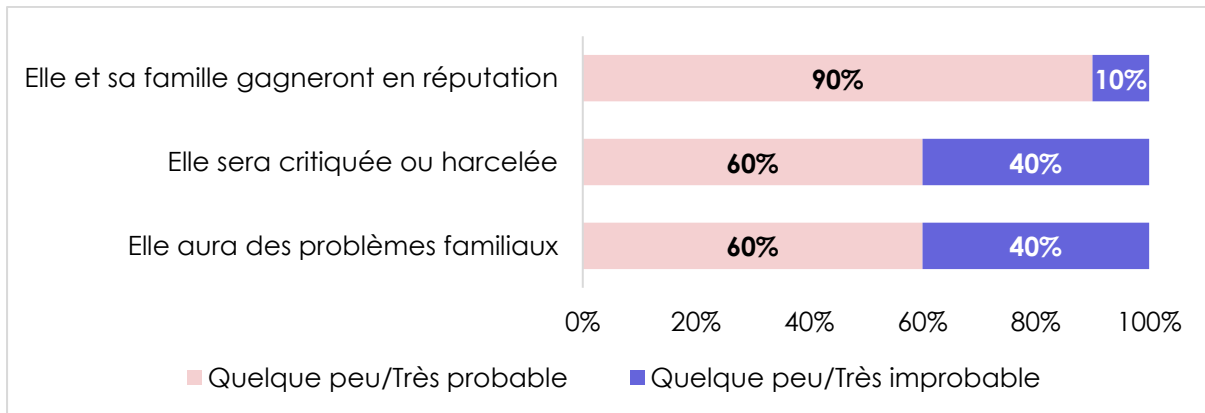
Affirmation 1 : Les hommes font mieux la politique que les femmes, et devraient être seuls à être élus à des postes politiques.

Affirmation 2 : Les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes. (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Même si elle pense que les électeurs lui accorderaient la même considération qu'à un candidat masculin, une femme peut être encouragée à se présenter à une fonction publique – ou découragée de le faire – par d'autres conséquences relatives à sa candidature.

Neuf Gabonais sur 10 (90%) disent qu'il est « quelque peu » ou « très » probable qu'une femme et sa famille gagnent en réputation dans la communauté si elle se présente à un poste électif (Figure 8). Cependant, six répondants sur 10 (60%) considèrent qu'il est probable que d'autres membres de la communauté la critiquent, insultent ou harcèlent, ou qu'elle pourrait avoir des problèmes avec sa famille.

**Figure 8 : Comment la candidature à un poste électif peut-elle affecter la vie des femmes ? | Gabon | 2021**



**Questions posées aux répondants :** Si une femme de votre communauté se présente aux élections, dans quelle mesure est-il probable ou improbable que les choses suivantes se produisent :

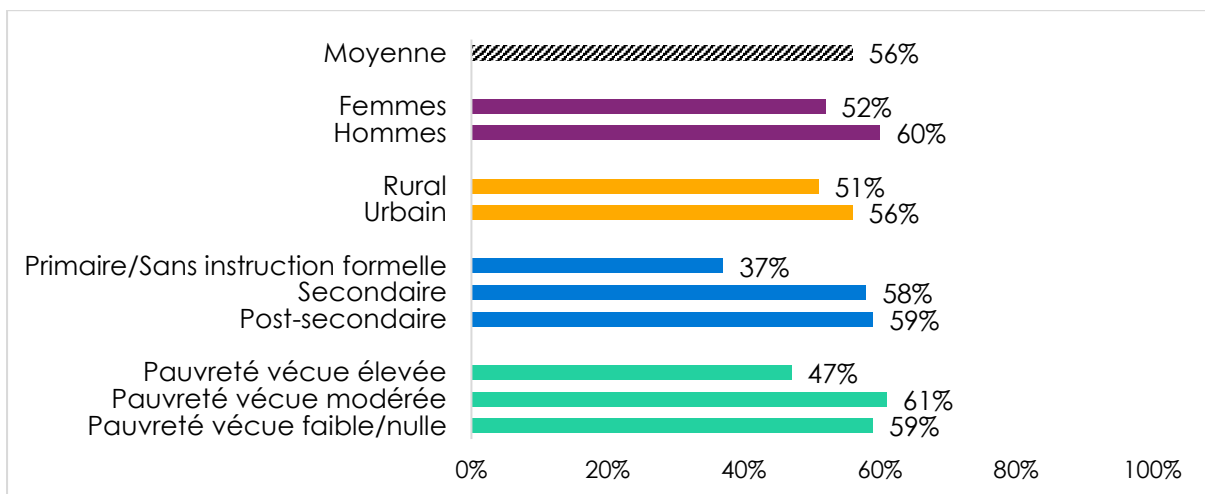
- Elle et sa famille gagneront en réputation dans la communauté ?
- Elle sera critiquée, insultée ou harcelée par d'autres membres de la communauté ?
- Elle aura des problèmes avec sa famille ?

### Efforts de promotion de l'égalité entre les sexes

Plus de la moitié (56%) des Gabonais déclarent que leur gouvernement fait un travail « plutôt bien » ou « très bien » en matière de promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes (Figure 9), tandis que 44% désapprouvent cette performance du gouvernement.

L'approbation de la performance du gouvernement dans ce domaine augmente avec le niveau d'instruction des répondants, allant de 37% de ceux qui n'ont aucune instruction formelle ou ont le niveau d'instruction primaire à 59% de ceux qui ont le niveau supérieur d'éducation. Les hommes (60%) et les mieux nantis (59%-61%) approuvent cette performance plus que les femmes (52%) et les non-nantis (47%).

**Figure 9 : Performance du gouvernement dans la promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes | par groupe démographique | Gabon | 2021**

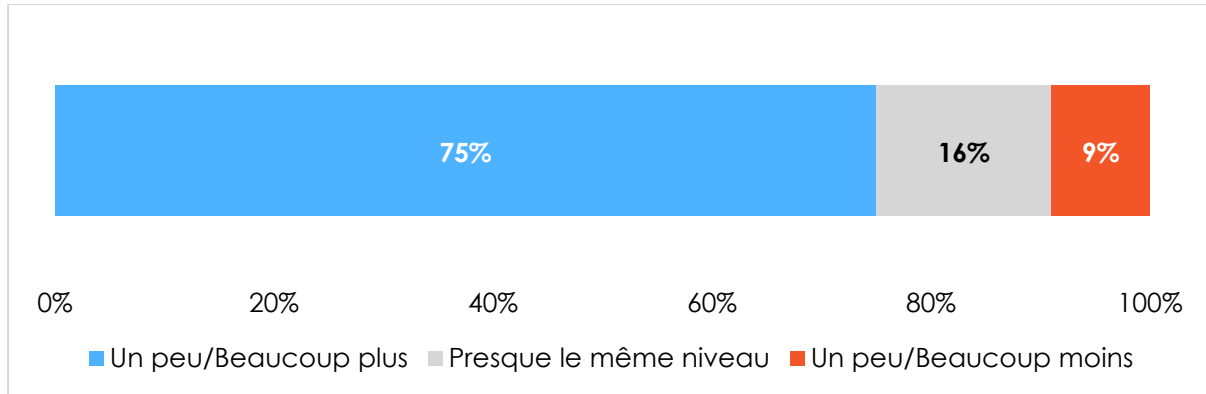


**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien »)



Même si une majorité des Gabonais approuvent cette performance du gouvernement, les trois quarts (75%) pensent qu'il devrait faire encore plus pour promouvoir l'égalité des droits et des chances pour les femmes, dont 53% qui veulent qu'il fasse « beaucoup plus » (Figure 10).

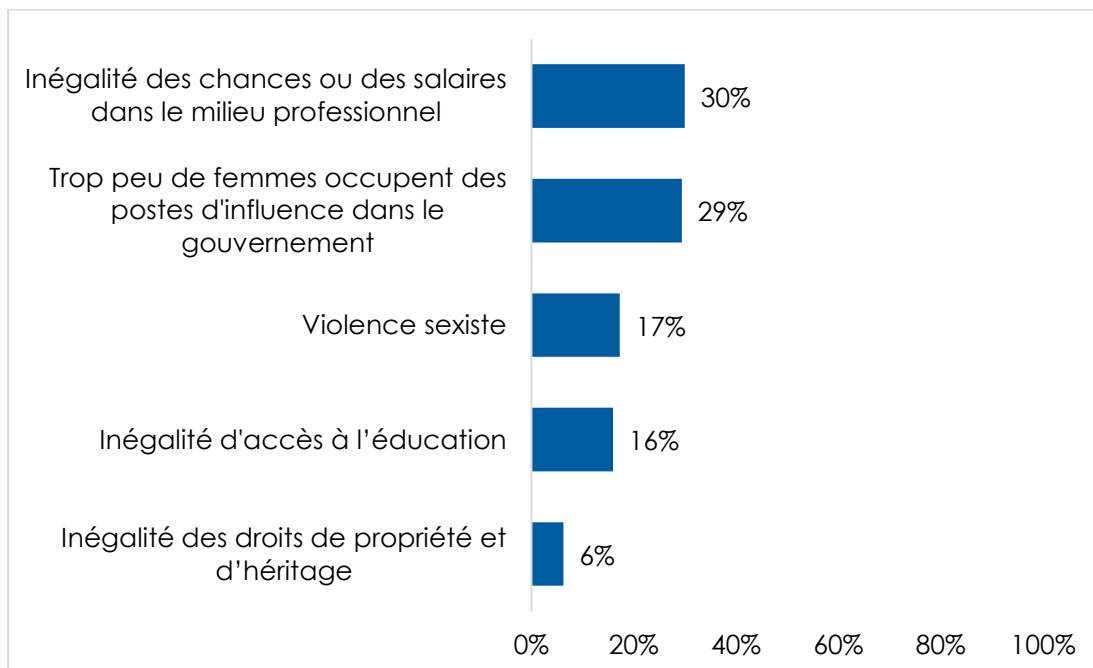
**Figure 10 : Le gouvernement devrait-il faire plus ou moins pour promouvoir l'égalité des droits et des chances pour les femmes ? | Gabon | 2021**



**Question posée aux répondants :** À votre avis, le gouvernement et les représentants élus devraient-ils faire plus, moins ou maintenir ce qu'ils font actuellement pour promouvoir l'égalité et les droits des femmes ?

Interrogés sur ce qu'ils considèrent comme la question la plus importante à traiter par le gouvernement et la société en matière de droits des femmes et d'égalité, les Gabonais citent l'inégalité des chances ou des salaires dans le milieu professionnel (30%), le faible nombre de femmes qui occupent des postes d'influence dans le gouvernement (29%), la violence sexiste (17%) et l'inégalité d'accès à l'éducation (16%) (Figure 11).

**Figure 11 : La plus importante question liée aux droits des femmes | Gabon | 2021**



**Question posée aux répondants :** Selon vous, laquelle des questions suivantes liées à l'égalité des genres et aux droits des femmes est la plus importante à adresser par notre gouvernement et notre société ?

## Conclusion

L'égalité est un enjeu majeur pour le développement des droits au Gabon, mais aussi pour le progrès technique et économique. Le Gabon s'est engagé de ce fait dans une politique volontariste pour l'égalité des droits entre les sexes et l'émancipation de la femme.

Malgré cette volonté, l'atteinte de cet objectif dépend de l'appropriation et la mise en pratique des principes égalitaires par tous les citoyens, en particulier les chefs coutumiers et les leaders religieux et politiques. L'enquête la plus récente menée par Afrobarometer montre que si les Gabonais approuvent la performance du gouvernement en matière de promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes, ils estiment que le gouvernement devrait faire davantage pour garantir ces droits, surtout en ce qui concerne l'égalité dans les milieux professionnel et politique.

---

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil  
d'analyse en ligne au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

## Références

- Banque Mondiale. (2021). Les femmes, l'entreprise et le droit 2021. Washington, DC : Banque Mondiale.
- Etsila, J., & Mabiata, A. P. (2022). La violence domestique est une affaire pénale et non familiale pour les Gabonais. Dépêche No. 558 d'Afrobarometer.
- Inter-Parliamentary Union. (2022). Gabon : Assemblée nationale.
- Le Monde. (2013). Dans quinze pays, les femmes ne peuvent travailler sans l'accord de leur mari. 24 septembre.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique : Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Nations Unies. (2015). Objectifs de développement durable : Objectif 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.
- New Humanitarian. (2015). Les avortements causent un quart des décès maternels. 1 décembre.
- Ntoutoume, L. (2022). Droits des femmes : Le Gabon dans le top 10 africain. Gabon Review. 9 mars.
- Obiang Nze, I. (2022). Un "conseil successoral" pour trancher les litiges liés à l'héritage au Gabon. VOA. 5 février.
- UNICEF. (2017). Grossesses précoces en milieu scolaire au Gabon.

**Judicaël Etsila** est chercheur à l'Institut de Recherche en Sciences Humaines et chercheur associé au Centre d'Etudes et de Recherches en Géosciences Politiques et Prospective (CERGEF), Gabon. Email : jhetttsila@gmail.com.

**Alexandria Polle Mabiala** est assistante de recherche au CERGEF, Gabon. Email : alexpolle@hotmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) ou Runyararo Munetsi ([runyararo@afrobarometer.org](mailto:runyararo@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 585 d'Afrobarometer | 29 décembre 2022